

## Séance plénière d'ouverture du Forum d'action contre les mines

*Président : Son Excellence l'Ambassadeur Bjorn Skogmo du Royaume de Norvège*

### Orateur principal

L'honorable Lloyd Axworthy  
*Ministre des Affaires étrangères du Canada*

Le Ministre des Affaires étrangères du Canada Lloyd Axworthy souhaite la bienvenue aux participants du Forum d'action contre les mines, soulignant que "les peuples et les gouvernements de par le monde se sont engagés dans un extraordinaire effort, au niveau planétaire, pour interdire les mines antipersonnel et nous y avons réussi". Lorsque s'est amorcé le Processus d'Ottawa, admet-il, "j'étais plutôt incertain du résultat, mais l'initiative constituait un risque qu'il valait la peine de prendre". Il fait remarquer que l'on s'attend à ce que plus de 100 pays signent le Traité à Ottawa, ce qui en fera l'un des traités ayant reçu le plus grand nombre de signatures dès l'ouverture.

Le Traité est certes une raison de se réjouir, mais le Ministre souligne toutefois la douleur et la souffrance que les mines antipersonnel continuent à engendrer dans le monde. De plus, il incite instamment les participants à "prendre un moment de répit pour réfléchir sur les répercussions à grande échelle du travail de concertation réalisé ces 14 derniers mois" et suggère trois leçons à tirer du Processus d'Ottawa :

- L'opinion publique mondiale impose des limites au comportement humain, même sur le champ de bataille.
- Grâce à des approches novatrices, la diplomatie peut réaliser des progrès inédits.
- Un partenariat à part entière entre les États et les organisations non gouvernementales (ONG) peut déboucher sur des résultats qu'aucun de ces deux groupes ne pourrait réaliser tout seul.

Le Processus d'Ottawa n'aurait pas été possible il y a cinq ou dix ans, d'ajouter le Ministre. Or, depuis lors, les forums internationaux ont accueilli un éventail

d'acteurs non gouvernementaux, la souveraineté étatique est devenue plus diffuse et une mentalité mondiale se développe, qui exige que "la société civile ait sa place à la table... La voix du peuple se fait maintenant entendre au niveau international" et le message a été clair : "le public n'a aucune tolérance pour les armes qui font de nombreuses victimes parmi les civils."

M. Axworthy ajoute qu'un traité préparé par un groupe d'écoliers canadiens a formulé la question des mines antipersonnel en termes des plus clairs et des plus simples : "Les enfants devraient avoir le droit de s'amuser sans risquer d'être blessés." Les choix faits en matière de politiques étrangères ne le sont plus essentiellement en fonction de considérations de sécurité militaire mais aussi de questions humanitaires telles que la pauvreté, les droits de la personne et la dégradation environnementale, fait valoir le Ministre, "il n'est plus suffisant d'assurer la sécurité des nations. C'est au niveau des conditions de la vie quotidienne que nous devons assurer la sécurité".

Il annonce que le Canada ratifiera le Traité demain et enjoint les participants à s'assurer que ce dernier soit mis en application d'ici un an grâce à l'obtention des 40 ratifications nécessaires. "Vous avez déjà entendu ça quelque part ?" demande-t-il.

M. Bernard Miyet

*Secrétaire général adjoint, Département des opérations de maintien de la paix, Organisation des Nations Unies*

Le Secrétaire général adjoint au Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, M. Bernard Miyet, souligne l'ampleur et la complexité du travail à accomplir, rappelant que les Services d'action contre les mines ne s'occupent pas seulement des mines, mais aussi des personnes qui doivent faire face à des environnements contaminés par les mines.